|  |  |
| --- | --- |
| LOGO COLLECTIVITE | **N°**……………**Arrêté portant réintégration suite à une période de disponibilité**M Grade  |

Le Maire *(ou le Président)* de ……………………………………………………………………………

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°86-68 du 13 Janvier 1986 relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration,

Vu l’arrêté n° ………en date du ………… *plaçant/renouvelant* M………………… en disponibilité pour …………………… *(préciser le motif)* à compter du ……………jusqu’au ……………,

Vu l’arrêté n°………en date du……de *Mme/M. le Maire (ou le Président)* ………………portant avancement de M………………… dans le grade de……………échelon …………… *(Indice brut / Indice majoré)* avec une ancienneté conservée de………an……mois et ……… jours *(dernière situation administrative de l’agent avant sa mise en disponibilité),*

Vu la demande écrite en date du ……………par laquelle M………………… sollicite sa réintégration à compter du ………………………,

*(Le cas échéant)* Considérant que M………………… a justifié au cours de sa période de disponibilité pour *(motif)* d’une activité professionnelle lui permettant de conserver le bénéfice de son droit à l’avancement d’échelon et de grade pour une durée de ………………, *(dans une limite maximale de 5 ans).*

*A noter le cas particulier des périodes prises en compte pour l’avancement à un grade dont l’accès est subordonné à l’occupation préalable de certains emplois ou à l’exercice préalable de certaines fonctions pour les fonctionnaires relevant des cadres d’emplois de catégorie A : les activités professionnelles menées pendant la période de disponibilité devront être comparables aux emplois et fonctions au regard de leur nature ou du niveau des responsabilités exercées du grade ainsi visé.*

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** A compter du ………………, M…………………, au grade de …………, est réintégré(e) *à temps complet* *ou temps non complet à raison de …… heures hebdomadaires.*

**ARTICLE 2 :** A sa date de réintégration, M………………… sera classé(e) au ……… échelon, du grade de …………Indice Brut ……, Indice Majoré ……………, avec une ancienneté conservée de………an ……mois et ……… jours.

**ARTICLE 3 :** Le Secrétaire Général (*ou le Directeur Général des Services*) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui notifié à l’agent.

Ampliation adressée :

 - au Président du Centre de Gestion de la Charente

 - au Comptable de la collectivité

 Fait à………………………,

 le……………………………

 Prénom, Nom et qualité du signataire

|  |
| --- |
| Le Maire (*ou le Président*),- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.Ce recours peut être déposé sur l’application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)Notifié le …………………………….Signature de l’agent : |